



HAL
open science

“ Elus du Monde ” et “ Elus de Dieu ”, Familles de pouvoir et haut clergé en Amérique centrale, 1753-1829

Christophe Belaubre

► **To cite this version:**

Christophe Belaubre. “ Elus du Monde ” et “ Elus de Dieu ”, Familles de pouvoir et haut clergé en Amérique centrale, 1753-1829. Bernard Grunberg (Université de Reims). ECRITS ET PEINTURES INDIGÈNES, L'harmattan, pp.279, 2006, Cahiers d'Histoire de l'Amérique Coloniale. halshs-00154807

HAL Id: halshs-00154807

<https://shs.hal.science/halshs-00154807>

Submitted on 15 Jun 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Elus du Monde » et « Elus de Dieu », Familles de pouvoir et haut clergé en Amérique centrale, 1753-1829.

Ces deux expressions « Elus du Monde » et « Elus de Dieu » renvoient à deux épineux chantiers de l'historiographie : elles amènent aux questions posées, d'une part, par la définition des élites, qu'elles soient religieuses ou laïques¹, et, d'autre part, aux nombreux travaux des historiens qui ont étudié le fonctionnement interne de ces deux sphères sociales ainsi que leurs relations.² Le monde que nous allons tenter d'investir avec un sujet aussi vaste est heureusement un espace assez limité et la période est assez bien définie : il s'agit de l'Amérique centrale de 1753 à 1829. Notre but dans cet essai n'est évidemment pas d'être exhaustif mais bien de rendre compte le plus synthétiquement possible des apports de notre thèse.³

Dans cette perspective, les limites chronologiques répondent à une double préoccupation : la longue durée, d'une part, pour donner du sens aux séries; deux dates (1753, 1829), d'autre part, qui permettent de passer d'une période d'apogée colonial, marquée du double sceau de la stabilité sociale et du frémissement politique, au premier pas de la vie politique centraméricaine. En 1753, les ordres religieux du Royaume furent les premières victimes d'un courant idéologique qui n'eut de cesse de s'affirmer tout au long du XIXe siècle; d'une certaine façon la sécularisation des *doctrinas* annonçait l'expulsion des Jésuites. Incontestablement, l'Eglise fut alors, au moins symboliquement, ouvertement contestée. Mais, au même moment, la région centraméricaine profitait d'un surcroît de croissance grâce au "boom" de l'indigo et aux réformes libéralisant le commerce transatlantique. En 1829, l'archevêque et tous les ordres religieux furent à leur tour expulsés, épilogue violent d'une histoire qui jusqu'à nos jours ne cesse de se répéter. Entre ces deux dates s'implanta l'idéologie libérale et plus marginalement républicaine – avec des courants favorables à une laïcisation massive de la société- dans l'esprit de quelques familles tandis que la majorité de la population restait hostile à toutes les idées qui portaient atteinte aux intérêts de l'Eglise.

L'expression "Elus du Monde" est utilisée par le chroniqueur Brantôme à propos des élites sociales de la France d'Ancien Régime. Elle est cependant révélatrice de ce que sont plus généralement les élites modernes, élues par la Nature du fait de leur naissance et par le Monde, c'est-à-dire par un certain consensus social –enraciné dans la période médiévale- qui fait que leur légitimité n'est pratiquement pas discutée. Les premiers dans la hiérarchie de l'époque étaient donc aussi les meilleurs. Ces groupes sociaux dignes d'estime, largement représentés par le corps de la noblesse, renvoient à une image de la société admise et véhiculée par de nombreux écrits mais aussi par des comportements collectifs –associant signes extérieurs et symboles sociaux-.

Pour essayer de comprendre comment ces individus se formaient en tant qu'élites « naturelles » destinées à gouverner l'ensemble des sociétés d'Ancien Régime, nous avons pris le parti d'étudier un des groupes les plus influents des sociétés modernes : le haut clergé. Les « Elus de Dieu » font partie des « Elus du Monde » mais ils se distinguent par toute une série d'attributs : les plus emblématiques étant la tonsure et surtout le célibat qu'ils promettent d'observer en recevant le sous-diaconat et qu'ils confirment par la suite avec la prêtrise. Le clergé est un corps exceptionnel, protégé par un ensemble de privilèges qui assignent des devoirs

¹ Même si elle est déjà ancienne nous renvoyons à l'excellente synthèse de Frédérique Langue, "Las élites en América española, actitudes y mentalidades", *Boletín Americanista*, año XXXIII, n°42-43, Barcelona, 1992-1993, p. 123-139 ; Frédérique Langue, "Pratiques en miroir : structure, stratégies et représentations de la noblesse de Nouvelle -Espagne", dans *Pouvoirs et Déviations en Méso-Amérique, XVIe-XVIIIe siècles*, Toulouse, PUF, 1998.

² Doris Ladd, *The Mexican Nobility at Independence, 1780-1826*, Austin, University of Texas, 1976 ; John E. Kicza, *Empresarios coloniales. Familias y negocios en la ciudad de México durante los Borbones*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1983 ; Nancy Farris, *La Corona y el Clero en el México colonial, 1579-1821*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1995 ;

³ Voir Christophe Belaubre, *Elus du Monde et Elus de Dieu, les familles de pouvoir et le haut clergé en Amérique Centrale, 1753-1829*, Groupe de Recherche sur l'Amérique Latine, C.N.R.S., UMR 5135, 2001, Université de Toulouse le Mirail.

spécifiques pour le bien commun du royaume. Si l'ordre social, aux hiérarchies pesantes, est signifié par des messages, ceux-ci sont prioritairement décodés par les "Elus de Dieu" (expression utilisée dans le dictionnaire de théologie catholique) car le tout puissant créateur de la Nature et donc des Elus du Monde est aussi représenté dans la société moderne par une partie de lui-même : le clergé. De fait le monde des clercs n'était pas aussi séparé (sens du mot grec à l'origine du terme clerc) des laïcs (gens du peuple) que le voulait l'institution. L'abondante législation qui rappelait sans cesse aux clercs leurs obligations montre combien cette séparation était artificielle. Les recommandations du Concile de Trente peinaient à traverser l'Atlantique.

Dans ce cadre de la Capitainerie Générale du Guatemala, on se propose de revenir sur les différentes étapes de notre recherche, puis de présenter les résultats liés à notre approche prosopographique, d'examiner la santé économique de la Capitainerie et le rôle de l'Eglise ainsi que l'impact des réformes bourbonniennes afin d'avancer quelques éléments de réponses à une question lancinante : qu'est-ce qui permet de comprendre l'échec de l'intégration centraméricaine à la fin de l'époque coloniale. Ces différents problèmes permettent de mieux comprendre comment l'Eglise était contrôlée par quelques familles de pouvoirs, lesquelles utilisaient le biais de réseau d'influence complexes, dynamiques et qui faisaient peu de cas des conditions sociales ou de l'appartenance ethnique des individus.

De la prosopographie à l'analyse des réseaux sociaux : parcours d'historien

L'histoire de l'Eglise coloniale en Amérique Centrale était un terrain pratiquement vierge lorsque je m'y suis intéressé pour la première fois en 1994 à l'occasion d'un mémoire de maîtrise.⁴ L'historiographie centraméricaine montrait alors bien la tendance qu'eurent les historiens à n'étudier que le rôle joué par l'Eglise dans le système colonial, plus largement les relations entretenues avec les pouvoirs politiques.⁵ Dans chacune des composantes de l'Eglise, les mouvements doctrinaux, spirituels, les pratiques portées autant par les hommes que les femmes, en particulier les ordres religieux, ont fait l'objet de nombreuses études.⁶ Evidemment, on retrouve aussi l'histoire classique des « personnages marquants » de l'Eglise qu'il faut souvent lire avec prudence mais ces biographies, lorsqu'elles sont mises bout à bout, renferment des milliers d'informations qui permettent de constituer de solides bases de données. Bien sûr, les sources notariales, gisement inépuisable, - la précieuse documentation du Patronage Royal dans les Archives Générales Centraméricaines ainsi que les archives du diocèse de Guatemala- ont complété cette collecte systématique de données pour constituer une prosopographie du haut clergé centraméricain et pour élaborer certaines généalogies sociales.⁷ Il s'agissait alors de créer une base de données pour opérer par la suite un traitement informatique afin de croiser aussi souvent que possible les itinéraires des personnes recensées. Cette méthode impliquait un choix toujours difficile : celui du logiciel. Nos débuts sur « Texto » furent particulièrement décourageants mais ces difficultés nous amenèrent progressivement à prendre conscience de la souplesse de l'outil informatique, des possibilités infinies offertes par la programmation. Après deux années de travail, nos données migrèrent vers un autre logiciel plus stable et plus ergonomique : « File Maker Pro ». L'influence de Jean-Pierre Dedieu, chercheur du CNRS, fut alors déterminante car il disposait d'un modèle de base qui était réutilisable pour faciliter la collecte des informations. Une fois sur le terrain, nous avons utilisé un clone de la structure « Fichoz » pour rassembler les données

⁴ Voir Christophe Belaubre, « Etude prosopographique du clergé du diocèse de Guatemala », Toulouse, UTM, Sous la direction de Michel Bertrand, septembre 1994, 165 p.

⁵ Voir Mary Patricia Holleran, *Church and State in Guatemala*, New-York, 1949 ; MacLeod Murdo J., "La espada de la Iglesia : Excomuni3n y la revoluci3n de la lucha por el control pol3tico y econ3mico en Chiapas Colonial, 1545-1700", *Mesoam3rica*, 1990, N° 20, pp. 199-214 ; Douglass Sullivan-Gonzalez, *Piety, power, and politics : religion and nation formation in Guatemala, 1821-1871*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1998.

⁶ Pedro P3rez Valenzuela, *Los Recoletos. Apuntes para la Historia de las Misiones en la Am3rica Central*, Guatemala, Tipograf3a Nacional, 1943 ; Jes3s M. Garc3a A3overos, " Los Franciscanos en el Reino de Guatemala. SigloXVII", *Hispania Sacra*, Madrid, a3o 45, n° 92, 1993, p. 521-554 ;

⁷ Adeline Daumard, "Les G3n3alogies sociales : un des fondements de l'histoire sociale comparative et quantitative, dans *Annales de D3mographie Historique*, Paris, 1984, p. 10,23.

nécessaires à la constitution de notre groupe d'études. Au terme de trois années de recherches – dont deux années au Guatemala- nous avons réuni une base de données incluant environ 12000 fiches sur 300 personnes (100 individus appartenant au clergé régulier et 200 au séculier). Ces « archives » électroniques constituèrent un véritable socle documentaire qui nous a permis de rédiger notre thèse. La partie traitement des informations s'est d'ailleurs, avec le temps, avérée très stimulante car il a fallu élaborer de petits programmes, ou scripts, pour mettre en relation les différentes bases de données conçues durant notre présence dans les archives.⁸ Par exemple le dépouillement systématique des livres notariés révélait l'intense activité économique de certains ecclésiastiques, ce qui nous a conduit à créer une base spécifique pour entrer les informations liées à la circulation des cens. Ces données nous ont certes permis de renouveler notre connaissance de l'économie de l'Eglise en Amérique centrale, même si en ce domaine les autres parties de l'empire hispanique ont déjà fait l'objet de solides études⁹, mais surtout nous avons mis au jour des dizaines de liens sociaux afin de mieux connaître les dépendances des uns par rapport aux autres, le jeu complexe des clientèles, la présence de véritables pôles de sociabilité, passant ainsi progressivement de la sphère individuelle ou familiale à l'analyse des réseaux sociaux.¹⁰ Laissons de côté, pour l'instant, ce cheminement très expérimental qui nous a conduit à la *network analysis* pour insister sur les résultats tirés de l'analyse prosopographique.

Les questions posées par la définition des contours et l'obstacle de l'historiographie

Les résultats sont au bout du compte assez décevants et surtout ils doivent être lus avec précautions. Ils cachent de forts contrastes régionaux – notamment parce que notre volonté d'incorporer l'ensemble du haut clergé centraméricain s'est heurtée à la disproportion des sources conservées –en particulier les ensembles périphériques comme le Chiapas, le Honduras ou le Costa Rica sont très faiblement représentés- et donc la probable surreprésentativité du clergé guatémaltèque, en particulier celui de la capitale du Royaume qui concentrait l'essentiel du pouvoir ecclésiastique. Cette première mise en garde en appelle une autre : les sources privilégiées –notariales et administratives- rendent nos reconstitutions biographiques assez éloignées des voies ouvertes par Robert Mandrou sur les mentalités d'ancien régime. Ce qui était vécu et ressenti par les membres du haut clergé face aux normes sociales imposées par l'Etat royal n'est perceptible qu'en de trop rares occasions. De même les pratiques religieuses ou encore l'anthropologie religieuse ne sont abordées que marginalement.¹¹

⁸ Du besoin d'outil informatique pour conserver les données à la mise en place progressive de scripts toujours plus complexes pour les traiter est né notre goût pour la programmation. Notre spécialité latino-américaine nous a très vite ouvert les yeux sur les possibilités offertes par Internet, en particulier par le langage « *php* » et par le logiciel de base de données « *Mysql* ». Nous avons découvert ce couple, très en vogue actuellement dans les milieux des développeurs, après avoir terminé notre thèse. C'est pourquoi l'année 2001 coïncida avec le début d'une nouvelle expérience : la conception d'un site Internet pour diffuser plus largement nos connaissances sur l'histoire de l'Amérique Centrale. Cette volonté première fut très vite dépassée par la découverte du langage « *php* » qui permet de constituer de véritables groupes de travail. Le site de l'association pour la promotion des études historiques en Amérique centrale porte aujourd'hui de nombreux projets : un dictionnaire biographique centraméricain pour lequel nous avons déjà rédigé plus de 60 biographies mais qui en contient beaucoup plus, une chronologie évolutive, une bibliographie raisonnée des livres publiés sur l'Amérique centrale, et plusieurs projets qui peuvent naître des possibilités offertes par la programmation informatique. Voir le site : afehc-historia-centroamericana.org/index.php

⁹ John Frederick Schwaller, *Origins of Church Wealth in Mexico : Ecclesiastical Revenues and Church Finances, 1523-1600*, Albuquerque, New Mexico, 1985 ; Linda Greenow, *Credit and socio-economic change in Colonial Mexico, Loans and Mortgages in Guadalajara, 1720-1820*, Boulder, USA, 1983 ; Michael P. Costeloe, *Church Wealth in Mexico : A Study of the Juzgado de Capellanías in the Archbishopric of Mexico, 1800-1856*, Cambridge, England, 1967.

¹⁰ Michel Bertrand, "De la familia a la red de sociabilidad", *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 61, N° 2, Avril-Juin 1999, México D.F., p. 107-135.

¹¹ Concernant les pratiques religieuses, la thèse récente de María Carmela Velázquez Bonilla contribue à combler une des lacunes les plus évidentes de l'historiographie centraméricaine : "El sentimiento religioso y sus prácticas en la diócesis de

Ce n'est pas tout : il faut aussi prendre en compte une certaine partialité au moment d'intégrer dans le corpus les 100 membres du clergé régulier. En effet, alors que notre corpus sur les chanoines des différents diocèses centraméricains est assez représentatif et n'omet pratiquement personne, nous sommes loin d'avoir incorporé l'ensemble des prieurs des couvents religieux des trois grands ordres présents en Amérique centrale. Il s'agit donc d'un échantillon élaboré à partir de critères de choix qui ne sont pas complètement satisfaisants car ils renferment une forte dose de subjectivité.

Ces réserves doivent cependant être mises en relation avec les caractéristiques générales de notre terrain d'étude qui est probablement un des plus difficiles au monde tellement les guerres civiles qui ont ensanglanté la région depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ont appauvri et surtout déstructuré le corps social. Les fonds d'archives sont des repoussoirs, souvent situés dans des quartiers socialement défavorisés ou abandonnés, avec des conditions de préservation des documents tout à fait médiocres, et un personnel mal rémunéré, souvent méprisé par l'administration centrale et qui reporte bien souvent ce traitement sur les usagers de leur administration. Du point de vue historiographique, -même si nous disposons pour l'époque coloniale d'excellentes œuvres générale¹²- l'Histoire de l'Eglise est un immense terrain en friche ... Nous ne disposons d'aucune histoire institutionnelle digne de ce nom ou même d'une simple approche du rôle de l'Eglise dans la vie économique. Il nous semblait donc qu'il était important de jeter des bases solides- que certains jugeront classiques- pour envisager plus tard des études plus hardies. En choisissant la « méthode prosopographique », nous avons eu à régler plusieurs problèmes épistémologiques. Le plus épineux était celui qui se pose aux historiens qui s'arrêtent volontairement sur une catégorie de personnels : à savoir la définition de ses contours. Comment intégrer dans un corpus telle ou telle personne, pourquoi exclure telle ou telle ? Pour identifier les membres du clergé centraméricain qui appartenaient au haut clergé, nous avons cru pouvoir dépasser les catégories de personnes repérables par leurs statuts juridiques bien définis : par exemple le corps des évêques ou encore les chanoines, les curés des paroisses les plus peuplées et "ethniquement blanches" et les abbés des couvents. Ces critères reposent sur des approches macro historiques dites « classiques » qui permettaient de comprendre des logiques institutionnelles mais qui ne rendaient qu'imparfaitement compte des luttes internes inhérentes à toutes les communautés de corps. Surtout elles ne permettaient pas de saisir la complexité des systèmes relationnels d'Ancien Régime. C'est pourquoi nous avons inclus deux catégories supplémentaires : les commissionnaires¹³, catégorie aux contours fluctuants mais regroupant des hommes clefs dans le système financier des colonies espagnoles, et « le clergé d'autorité », concept que nous avons forgé pour intégrer les clercs qui parvenaient à s'intégrer dans le microcosme du haut clergé – parfois parce qu'ils disposaient d'une solide fortune patrimoniale grâce au système bénéficial¹⁴- sans le secours d'un statut et grâce à l'attention et à l'estime ou à la crainte des autres. Comme le montre le tableau ci-dessous, le corpus se compose donc de chanoines - les mieux représentés (25%)-, de curés de paroisses (16%) et de « clercs d'autorité » (14 %), d'évêques et de commissionnaires - largement minoritaires (respectivement 4% et 6%).¹⁵

Nicaragua y Costa Rica, siglos XVIII y XVIII", 2004, Universidad de Costa Rica, Doctorado centroamericano en historia.

¹² M. Macleod, *Spanish Central America. A Socioeconomic History, 1520-1720*, Berkeley, University of California Press, 1973 ; M. Wortmann, *Government and Society in Central America, 1680-1840*, Nueva York, Columbia University Press, 1982.

¹³ Sur les commissionnaires voir notre article : "Redes y poder : el convento de la Concepción en la capital del Reino de Guatemala (Siglo XVIII) " in *Cultura y sociedad en Guatemala colonial*, (Edit.) Stephen Webre y Robinson A. Herrera, à paraître au CIRMA en 2006.

¹⁴ J. Pro Ruiz, « Las capellanías : familia, iglesia y propiedad en el Antiguo Régimen », *Hispania Sacra*, 41 (1989), pp. 29-46 ; M.L. Candau Chacón, *La Carrera eclesiástica en el siglo XVIII*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 1993.

¹⁵ Pour une analyse de chacune des catégories nous renvoyons au premier chapitre de notre thèse : Christophe Belaubre, *Elus du Monde et Elus de Dieu, ...op. cit.* p. 59-90.

Répartition fonctionnelle, origine géographique et espérance de vie du haut clergé centraméricain (?= inconnu)						
Catégories	Unité	%	?	Esp.	Créole	Esp. de vie
Réguliers	100	33	10	21	69	?
Séculiers	200	77	0	25	75	62,4
Total	300	100	5	28	72	
Evêques	12	4	0	67	33	65
Chanoines	74	25	0	16	84	67
Commissionnaires	20	6	0	8	92	57
Curés de paroisse urbaine	49	16	7	1	92	59
Clercs d'autorité	45	14	0	0	100	64
Total	200	100				

Le clergé centraméricain pendant l'époque coloniale était donc un groupe social à vocation dirigeante que la plus grande partie de la population considérait comme assez homogène. C'était une composante clairement identifiée de l'ordre social, très respectée en particulier par les Indigènes. Le pouvoir des membres du haut clergé était doublement renforcé par leurs qualités de représentants de Dieu et par les fonctions d'Etat qu'ils assumaient –pouvoirs décisionnels en matière de recrutement, recouvrement des impôts, justice locale, médiation lors des conflits-. Cette double étiquette assurait à nombre d'entre eux des revenus personnels très importants.¹⁶ Ils étaient des agents économiques comme consommateurs et comme "décideurs". Ils mettaient constamment en avant le sang noble ou tout au moins « *limpio de toda mala raza* » qui coulait dans leurs veines, lequel devenait plus pur au fur et à mesure qu'ils avançaient dans la hiérarchie de l'Eglise. Ils jouissaient de ces signes extérieurs qui permettaient une reconnaissance sociale. La célébration de l'office divin devant un parterre de notables, la présence dans le cercle très fermé de l'Inquisition ou dans celui des chapitres, la position au sein de l'ordinaire, parfois même le service du Roi, comme c'était le cas pour certains chapelains, constituaient de redoutables marqueurs sociaux. On distinguait un membre du clergé autant par son dynamisme en matière économique, par le nombre de ses serviteurs, que par la splendeur de sa demeure ou encore par la quantité d'actes de charité qu'il réalisait et même, dans la seconde moitié du XVIIIème siècle par sa participation à la diffusion des Lumières. Par exemple, les revenus du chanoine Juan José González Batres dépassaient ceux de l'archevêque et approchaient probablement ceux du Capitaine Général. Tous n'étaient cependant pas aussi riches et puissants que ce chanoine. Des différences très importantes existaient d'une catégorie à l'autre mais aussi à l'intérieur même des catégories. De même les divisions classiques entre le clergé des villes et des campagnes ne nous semblent pas opératoires dans un système colonial qui fermait les carrières sacerdotales à tous les non-Espagnols et qui permettaient au clergé des campagnes les abus les plus criants souvent en toute impunité.¹⁷ En d'autres termes, en dehors de quelques exceptions autant dans les villes que dans les campagnes, notamment certains coadjuteurs et chapelains des villes, ceux qui étaient en charge d'âme étaient à l'abri du besoin et de grosses fortunes pouvaient être réalisées par des ecclésiastiques qui ne quittaient pas les paroisses des hautes terres du Guatemala. Les archives révèlent par ailleurs la présence en ville de chanoines endettés et même miséreux.

Il était nécessaire de faire cette mise au point afin de déterminer plus précisément les contours de ce haut clergé qui se composait de six catégories que nous jugeons opératoires socialement : cinq fonctionnelles - les évêques, les chanoines, les abbés, les gérants de paroisse et les commissionnaires - et une subjective : les "clercs d'autorité". Les prélats centraméricains étaient avant tout des administrateurs et des "laboureurs de diocèses.", peu enclin aux compromis avec les réseaux de pouvoirs locaux, mais dont

¹⁶ J.F. Schwaller, *Origenes de la riqueza de la Iglesia en México. Ingresos eclesiásticos y finanzas de la Iglesia, 1523-1600*, México, Fondo de Cultura Económica, 1990.

¹⁷ Sur le bas clergé nous renvoyons à l'excellent ouvrage d'Adrián Van Oss, *Catholic colonialism : A parish history of Guatemala (1524-1821)*, London, Cambridge University, 1986.

la capacité de résistance s'amenuisait avec le temps. Les tâches d'administration absorbaient l'essentiel de leur temps de présence dans les différents évêchés. Ils étaient majoritairement d'origine espagnole. Leur origine sociale les rapprochait de la noblesse. C'étaient des hommes expérimentés qui arrivaient dans leur nouveau diocèse en ayant souvent fait préalablement leurs preuves dans d'autres circonscriptions ecclésiastiques. Certains inscrivaient leur présence dans la durée et jouaient alors un rôle déterminant dans le gouvernement du diocèse. D'autres ne firent que passer ou se désespérèrent très rapidement, surpris par l'ampleur de leur tâche et par les résistances que les Créoles leur opposaient, sans même évoquer l'indépendance des populations indigènes et *ladinas*. Ces stratégies épiscopales multiples sont importantes à saisir car elles conditionnent l'orientation des politiques locales. En effet les familles de pouvoir n'agissaient pas de la même manière en fonction de l'interlocuteur. La nature des relations entre le haut clergé et ces familles dépendait en grande partie du caractère de l'évêque, surtout quand il s'installait pour de longues années. Il avait alors le temps de placer ses familiers dans les postes-clefs. Ce fut le cas avec l'archevêque Ramón Casaus y Torres. Cependant la règle était plutôt celle de la dépendance et de la désaffection.

De cette désaffection épiscopale naquit le pouvoir original des prébendiers dans les chapitres cathédraux. Les chanoines, que Bernard Plongeron qualifie de "citadelles du passé", cumulaient de nombreux avantages socio-économiques par rapport aux autres composantes du clergé. Leurs revenus cumulés pouvaient être supérieurs à ceux des évêques. Surtout, ils formaient un groupe compact de privilégiés originaires majoritairement des familles de pouvoir des quatre grandes villes centraméricaines. A de très rares exceptions près, le recrutement n'était pas une récompense pour services rendus dans l'administration des paroisses rurales. Ces Créoles devaient leur dignité à une conjonction de facteurs : la richesse et l'honneur de leur famille d'origine, une bonne éducation de base, une longévité remarquable, des choix de carrières multiples mais toujours orientés vers les services de l'administration de l'Eglise ou de l'enseignement. Les quelques rares Espagnols devaient leurs promotions aux services qu'ils rendaient au sein des "familles" des évêques et parfois à leurs mérites.

Les prieurs provinciaux des Ordres religieux étaient peut-être les "mal aimés" de notre époque mais ils conservaient dans la société coloniale un pouvoir tout à fait singulier. Ces hommes avaient un profil de carrière spécifique qui les différençait fortement du reste du clergé régulier. Ils alternaient entre les fonctions de gouvernement et celles d'enseignement dans le noviciat ou à l'Université. Ils constituaient un tiers des effectifs de notre corpus et ils étaient relativement bien formés (presque aussi bien que les chanoines). Leur mobilité dans leur province respectives était très faible ce qui les apparentait, en termes de mode de vie, à des chanoines. Le pouvoir était partagé entre les Créoles et les Espagnols. Les trois grands Ordres présents en Amérique centrale, Les Dominicains, les Franciscains et les Mercédaires avaient des caractères propres qui impliquaient pour les religieux des différences en termes de responsabilités sociales et économiques. Les commissionnaires constituaient une catégorie aux contours flous et fluctuants au sein du haut clergé. Ils étaient des techniciens indispensables au fonctionnement de l'économie cléricale. Ils appartenaient au clergé non seulement parce qu'ils avaient la responsabilité de la gestion d'une part importante du pouvoir économique de l'Eglise, mais aussi parce qu'ils profitaient de leur charge pour s'enrichir et gagner une véritable estime sociale, une reconnaissance d'un savoir-faire véritablement professionnel dans les domaines si étroitement associés du juridique et du financier.

Faute de prébende au sein des chapitres cathédraux, les clercs se retranchaient derrière l'administration des paroisses urbaines - surtout la capitale du Royaume et les sièges des trois diocèses de l'archevêché-. C'était une solution d'attente qui pouvait se transformer en une véritable fin de carrière. Ces cures étaient réservées aux élites principales des différentes villes du royaume. Leur formation académique était souvent excellente et ils jouissaient de revenus patrimoniaux très importants.

A côté de ces cinq catégories fonctionnelles, nous avons décelé l'existence d'un groupe d'hommes pouvant difficilement être rattaché à l'Eglise institutionnelle. Leur appartenance à la partie supérieure de la hiérarchie est liée à des critères variables. Ce sont des "clercs d'autorité" c'est-à-dire des acteurs de pouvoir dans la vie de l'Eglise et plus généralement dans la société, qui pouvaient être à la marge du fonctionnement des différentes corporations pour des raisons fort différentes. Les traits communs mis en évidence dans cette catégorie ne présupposent pas une unité d'action et un fonctionnement collectif. Cette dernière catégorie non fonctionnelle émergea probablement dans la seconde moitié du XVIIIe siècle grâce à un arsenal idéologique tributaire de l'influence croissante des Lumières. Elle se composait de clercs qui appartenaient sociologiquement au haut clergé - nombre d'entre eux étaient très bien formés- mais les postes au sein de l'Eglise n'étaient pas suffisants pour les intégrer. Ils représentaient en outre la voix des élites provinciales qui prirent de l'influence en Amérique centrale en raison d'une situation économique qui favorisait l'émergence de nouveaux pôles de pouvoir.

L'Eglise dans l'économie coloniale : une puissance singulière ? Des raisons objectives ?

L'étude des différentes richesses produites en Amérique Centrale dans les dernières années de l'époque coloniale met en évidence l'existence d'une juxtaposition d'économies régionales faiblement interdépendantes et très inégales. Ces économies étaient contrôlées par la Couronne espagnole au moyen de vingt-et-une circonscriptions territoriales (douze *alcaldías mayores*, cinq *corregimientos* et quatre *gobernaciones*). Cette organisation administrative ne cessa d'évoluer durant toute l'époque coloniale. Au contraire, les quatre diocèses (Guatemala, Nicaragua, Comayagua et Chiapas) eurent une stabilité bien plus grande. L'impact des délimitations des diocèses sur le dessin des frontières nationales des Etats centraméricains actuels aura été au bout du compte beaucoup plus grand. Les diocèses étaient organisés depuis quatre grandes villes qui structuraient de véritables espaces régionaux à l'intérieur de la Capitainerie. Ces espaces n'étaient cependant pas très homogènes. Le tableau synoptique de la structure productive souligne la marginalité économique du Chiapas et du Costa Rica, les richesses multiples et régionalisées du Guatemala, la singulière pauvreté du Honduras - même si quelques Créoles s'enrichissaient grâce aux mines d'argent et au commerce du bétail-, la position privilégiée des plaines salvadoriennes, les nombreuses terres consacrées à l'élevage et au cacao au Nicaragua. Comme dans le reste du monde à cette époque, la population de l'Amérique Centrale était dans une phase de croissance mais les deux "Républiques"- d'*Indios* et d'*Españoles*- en avaient engendré une troisième - celle des *Ladinos* - qui compliquait encore le paysage social, rendant le système législatif particulièrement inopérant. Le groupe des *Ladinos* bénéficiait pleinement de la croissance démographique, prenant même un ascendant certain dans des régions comme le Nicaragua et le Salvador et dans toutes les grandes villes.¹⁸ Certaines régions connaissaient des taux annuels de croissance démographique (proches de dix pour mille) très supérieurs à ceux des autres régions : le Soconusco, étudié par Janine Gasco, la région de Quezaltenango étudiée par Arturo Taracena, ou bien encore les zones de plantation d'indigo autour de San Vicente et San Miguel. Les Créoles conservaient tous les pouvoirs mais leur poids démographique restait très faible. Du fait de la paupérisation de certains Créoles et des nombreuses procréations hors mariage avec des *Ladinos* ou des *Indigènes*, la spécificité ethnique des populations "blanches" devenait avec le temps toujours moins réelle. Elle reposait largement sur un appareil d'Etat qui les protégeait encore de toute mise en doute de leur supériorité. Les populations indigènes tendaient à croître à des rythmes différents selon les régions. Elles se concentraient essentiellement au Chiapas et au Guatemala, dans une moindre mesure au Salvador et au Nicaragua. Au total, la Capitainerie Générale du Guatemala comptait approximativement 1.200.000 personnes au moment de l'Indépendance. Globalement, et même si nos chiffres incitent à la prudence, la population avait donc augmenté de 60 % en une cinquantaine d'années ce qui se traduisait par une forte pression dans les campagnes sur les terres arables. Dans l'Empire, seules les villes de Buenos Aires, de La Havane, de Mexico et de Puebla étaient plus peuplées que la capitale du Royaume du Guatemala, dont la croissance fut pourtant entravée par le tremblement de terre de 1773. La densité était cependant très faible, le territoire du Royaume de France à la même époque était quarante fois plus occupé. Les aspects démographiques n'étaient pas les seuls handicaps. Le climat et le relief très montagneux limitaient les échanges. L'activité économique souffrait cruellement de ces obstacles. Les commerçants de Cadix pouvaient légitimement craindre d'envoyer leurs marchandises dans cette région de l'Empire. Les infrastructures étaient particulièrement déficientes. Les *arrieros* chargés d'acheminer les marchandises étaient confrontés à un véritable "parcours du combattant" du fait de l'état des chemins et des brigands. Les éboulements pouvaient interrompre le trafic pendant de longues semaines. Les ports méritaient à peine ce nom tellement leurs équipements étaient sommaires. De fait, dans des conditions favorables, moins d'une dizaine de navires abordaient annuellement les façades atlantique ou pacifique. Il faut ajouter les navires anglais, qui déversaient toujours plus de marchandises sur leurs comptoirs des Caraïbes au fur et à mesure que le siècle avançait. Enfin cette présence anglaise pouvait se révéler dangereuse pour le commerce en cas de guerre. Les flibustiers infestaient en outre la mer des Caraïbes. Cette faiblesse du commerce transocéanique était accentuée par le faible jeu de l'échange interrégional. Les bonnes monnaies étaient rares. Seul le commerce autorisé avec le Pérou permettait d'en faire venir. La monnaie fiduciaire était très couramment utilisée, ce qui supposait un commerce basé sur une connaissance mutuelle. Ce système plaçait les familles et les alliances familiales au cœur des activités commerciales. Certaines villes étaient complètement isolées car rares étaient les commerçants de la capitale qui acceptaient de négocier des contrats avec des intermédiaires qui se trouvaient plus éloignés en temps de trajet que les commerçants de Cadix. Les commerçants des régions les plus marginales n'avaient pas d'autre choix que de se livrer à la contrebande pour alimenter leurs échoppes. Dans le meilleur des cas, les Costariciens commerçaient plus volontiers avec le Panama, et

¹⁸ Arturo Taracena Arriola, *Invención criolla, ...op. cit.*, p. 26. La ville de Quezaltenango, implantée sur les Hautes Terres du Guatemala, peuplée dans leur grande majorité d'une population indigène, comprenait en 1800 un peu plus de 50 % de *Ladinos* !

les Chiapanèques avec la Nouvelle Espagne. L'axe Granada-Guatemala, qui passait par les plaines fertiles du Guatemala, constituait la colonne vertébrale du commerce interrégional. Tout contribuait à limiter le nombre des commerçants et la fréquence des échanges entre les différentes régions de la Capitainerie. Ceux-ci se résumaient à des norias de mules qui chargeaient du cacao consommé localement, du sel nécessaire pour conserver les viandes et les assaisonner, du fer produit dans la région de Metapán, des textiles venant de la région de Quesaltenango,... A ces désavantages démographiques et naturels s'en ajoutaient d'autres plus structurels - certains, d'ailleurs, partagés avec d'autres régions de l'Empire -. L'appareil de production engendrait deux grands types de richesses : une production agricole à haute valeur ajoutée destinée à l'exportation (l'indigo) et des productions agro-pastorales destinées à la consommation locale. Les premières concernaient les plaines salvadoriennes tandis que les secondes assuraient des revenus conséquents aux rentiers (presque toujours Créoles) et aux exploitants agricoles (souvent Créoles ou *Ladinos*) dans toutes les régions. Les activités minières étaient peu rentables - même si les Créoles de Tegucigalpa en tiraient de substantiels profits- au bout du compte, seul l'indigo permettait de dégager l'argent qui alimentait un commerce étriqué. Ce commerce était essentiellement entre les mains des familles créoles de la capitale du Royaume et de quelques Espagnols agissant pour leur compte ou pour des compagnies commerciales de Madrid ou de la Catalogne (au total moins d'une vingtaine de magasins d'*entradas*). Ces hommes achetaient près de 90 % de l'indigo produit au Salvador. Les liens avec Cadix étaient déterminants. Dans les provinces, quelques intermédiaires parvenaient à tirer leur épingle d'un jeu colonial aux règles somme toute assez simples. Partout, à Cartago, à San Salvador, à Comayagua, quelques hommes s'imposaient comme les interlocuteurs privilégiés des importateurs de la capitale du Royaume. Ils revendaient avec une marge supplémentaire des produits de "luxe" - souvent des soieries et des cotonnades anglaises ou hollandaises- destinées à une élite marquée par des mentalités seigneuriales. Le marché était restreint et les quantités vendues faibles. Une bonne partie était écoulée dans la capitale. Parmi les objets qui faisaient l'objet d'un commerce fructueux : les produits nécessaires au culte (vin de messe et cire d'Espagne) servaient les intérêts des commerçants et répondaient aux besoins d'une population profondément religieuse. Les producteurs agricoles dans les provinces étaient globalement très dépendants des grands commerçants de la Capitale. Ces derniers imposaient les prix d'achat de l'indigo et payaient souvent les récoltes en produits importés de Cadix. Ce système, orienté vers les intérêts des Maisons de commerce de Cadix, était la conséquence logique de l'organisation socio-économique imposée par le conquérant espagnol. Les grands commerçants créoles avaient cependant des chances réduites de réaliser une première accumulation capitaliste. Le capitaliste centraméricain prenait presque toujours la décision d'acheter des terres, valeur -refuge et valeur sociale. Cette organisation économique limitait grandement les incursions dans le domaine de l'industrie comme le montrent les échecs répétés de Juan Fermin Aycinena dans les activités minières. Le monde colonial était dominé socialement par les représentants du Roi, par les familles créoles qui se livraient au commerce transatlantique (comme celle de Juan Fermin Aycinena), et par celles qui se consacraient au négoce lié à l'approvisionnement des villes. Ces familles composaient le plus souvent une aristocratie foncière (voir l'exemple des Delgado de Nájera que nous avons développé). Cette hiérarchie n'était pas complètement inamovible, d'autant que le grand profit change sans cesse de secteur. L'indigo centraméricain perdit de sa compétitivité sur le marché international au début du XIXe siècle et une restructuration importante eut lieu à cette époque.¹⁹ Pourtant les mêmes familles dominaient la société coloniale en 1821 lorsque l'Espagne fut contrainte de retirer ses fonctionnaires. Nous verrons que la crise frappa durement certains groupes, mais les serviteurs de l'Eglise spécialisés dans le commerce de l'argent surent fournir les liquidités qui permirent à ces groupes familiaux d'être toujours en position de force.

L'Eglise occupait une place stratégique dans l'économie coloniale centraméricaine. La comparaison avec la Nouvelle Espagne est à ce titre très éclairante. Le budget de l'Etat y était, au début du XIXe siècle, de 24 millions de pesos alors qu'il était d'environ 4 millions dans la Capitainerie Générale du Guatemala. Les revenus de l'Eglise étaient quant à eux légèrement inférieure à 4 millions de pesos en Nouvelle Espagne, alors qu'ils atteignaient presque 800.000 pesos au Guatemala. Le rapport indique donc que les revenus de l'Eglise représentaient 20 % du budget de l'Etat au Guatemala et seulement 16 % au Mexique.²⁰ De même, en ne prenant en compte que la richesse de l'Eglise, les quatre diocèses centraméricains étaient proportionnellement plus riches que ceux de Nouvelle Espagne. Les capitaux accumulés au sein de l'Eglise par la piété des fidèles servaient pour une part à financer les activités commerciales. Les inventaires après décès des grands commerçants révèlent que moins de 5 % de leur patrimoine étaient en argent. Leurs affaires étaient en permanence sur la corde raide, d'autant que, pour certains d'entre eux, les dépenses liées à leur train de vie étaient très élevées. Tous

¹⁹ Le capitalisme est d'essence conjoncturelle, rappelle Fernand Braudel. Aujourd'hui encore, une de ses grandes forces est sa facilité d'adaptation et de reconversion. Voir Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, 1985, p. 85.

²⁰ Leslie Bethell éd., *Historia de América Latina, 5. La independencia*, Editorial Crítica, Barcelone, 1991, p. 41.

cherchaient à imiter un genre de vie aristocratique. L'Eglise pouvait facilement répondre à ces besoins de liquidités. C'étaient les membres du haut clergé qui pouvaient le plus aisément le faire. En effet, l'essentiel des revenus annuels de l'Eglise (entre 50 % et 70 % selon nos estimations) étaient canalisés des campagnes vers les villes. La seule capitale jouissait de 20 % de cette richesse. Les paroisses étaient les premières cellules administratives qui facilitaient l'envoi de l'excédent agricole vers les villes au grand bénéfice des populations créoles. Les prêtres jouissaient de revenus considérables parfois placés à intérêt dans les villes. Les dîmes étaient afferméées et leur produit servait pour l'essentiel les intérêts d'une minorité de clercs dans la capitale. C'étaient surtout les familles créoles qui remettaient au clergé pléthorique des villes les intérêts des chapellenies qu'elles constituaient en hypothéquant leurs haciendas. Les familles de *Ladinos* imitaient aussi largement les Créoles et hypothéquaient leurs maisons et leurs terres dès qu'elles parvenaient à en acquérir. Ce monde agricole en ébullition dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, qui assurait une part déterminante de la richesse centraméricaine, était lourdement grevé par les intérêts de ces chapellenies.

Haut clergé et familles de pouvoir : pour une nouvelle histoire de leurs relations

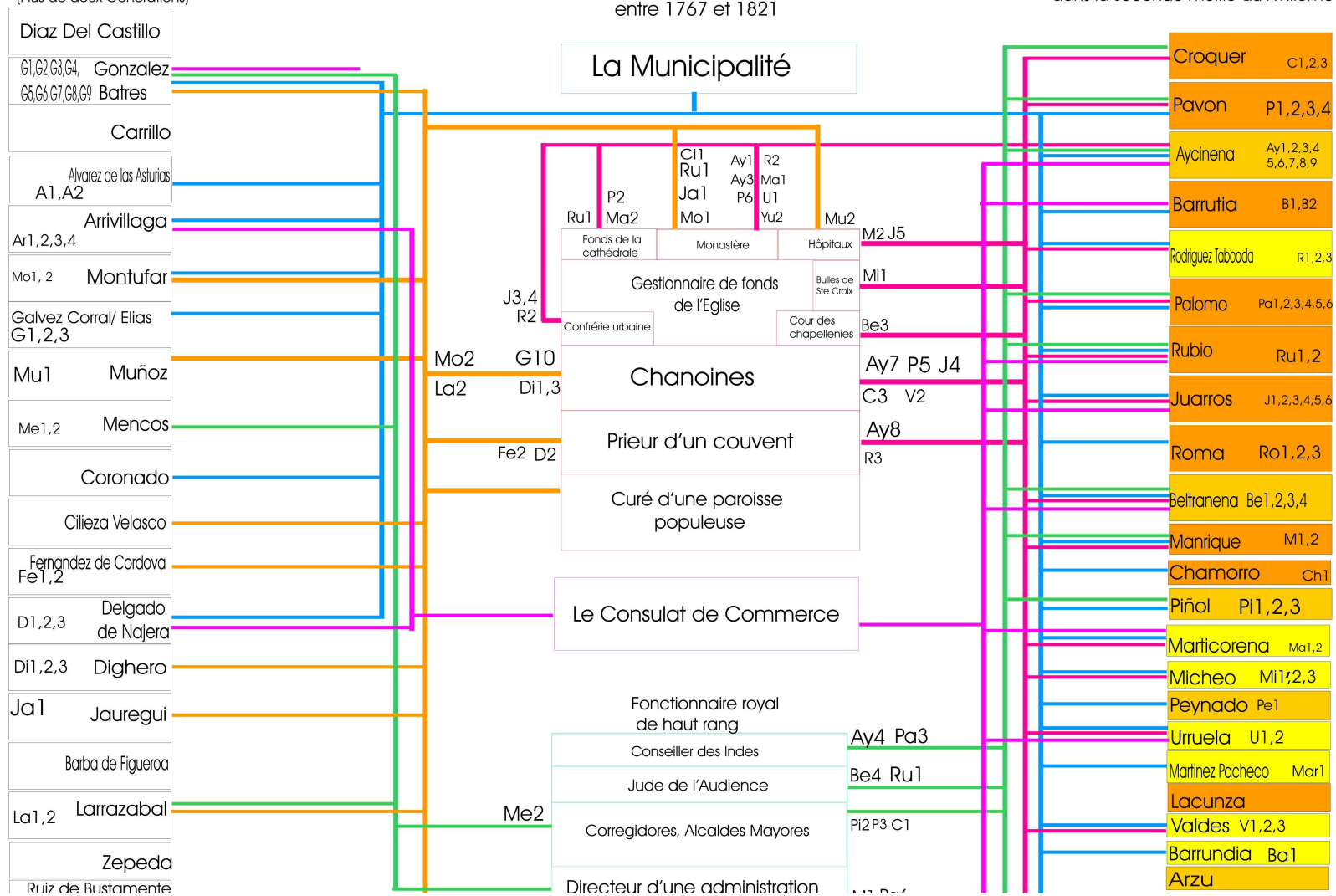
Dans l'univers centraméricain, les membres du haut clergé dirigeaient non pas une institution mais un complexe d'institutions. Ils étaient proches les uns des autres par leur qualité de Créoles, par leur origine sociale et par leur formation dans les noviciats et les Séminaires tridentins. Leur vie dépendait étroitement des fonctions qu'ils choisissaient d'assumer dans les administrations séculières ou dans leur couvent. Lorsqu'on s'efforce de considérer lucidement les traits essentiels des composantes du haut clergé, frappante est l'instabilité des différentes carrières. Nos évêques étaient loin d'être mariés avec leurs églises cathédrales. Les temps de vacances épiscopaux contribuaient à rehausser l'importance sociologique des chanoines des différentes cathédrales. Les fonctions de commissionnaires et de curé dans les grandes villes intéressaient aussi beaucoup les grandes familles. Ces postes stratégiques étaient entre les mains du pouvoir créole. Dans les diocèses suffragants, le phénomène était particulièrement fort et de véritables petites seigneuries se créaient autour des chapitres cathédraux. Le commerce de l'indigo attira des immigrants en grand nombre. Les fortunes furent diverses mais nombreux furent ceux qui parvinrent à asseoir rapidement de solides positions sociales. Ils virent arriver, après 1770, une nouvelle vague d'Espagnols qui rendit encore plus précaire la situation des derniers représentants des plus vieilles familles créoles dont la puissance reposait sur la terre et le commerce associé de la viande où certaines monocultures dans les provinces (indigo, tabac). Cette « politique » matrimoniale était presque systématique. Le pouvoir entre 1767 et 1821, est entre les mains des familles espagnoles attirées par les promesses de l'indigo : l'itinéraire de Juan Fermín Aycinena symbolise jusqu'à la caricature la réussite de ces familles. Le réseau opératoire construit par ce dernier montre que sa famille dépassait le cadre restreint des consanguins, qu'elle s'articulait autour d'un réseau relationnel dominé par les Basques et les hommes d'Eglise.²¹ En fait, comme le montre le graphique ci-après quelques dizaines de familles de pouvoir dominaient la société locale. Ces groupes étaient constitués par des familles qui arrivèrent au Guatemala dans le courant du XVIII^e siècle mais il ne faut pas mésestimer l'influence de certains lignages plus anciens qui perduraient dans une société à la mobilité fluctuante selon les époques. Le contrôle social s'effectuait par le biais de réseaux de solidarités souvent structurés autour des membres du haut clergé, mais ces liens étaient dynamiques – parce qu'il existait une certaine liberté d'action au sein même du système corporatif – et complexes – parce les intermédiaires entre familles de pouvoir et haut clergé pouvaient être nombreux.²²

²¹ Voir Christophe Belaubre, "*De Juan Fermín à Juan José Aycinena : les évolutions du réseau socio-économique d'une grande famille en Amérique Centrale. XVIII^e et XIX^e siècle*" à paraître en 2005 avec la publication des actes du colloque sur les familles de pouvoir et les pouvoirs de la famille dans la collection Méridienne, Framespa.

Vieille famille créée
(Plus de deux Générations)

Les grandes familles Guatémaltèques et le contrôle du pouvoir local
entre 1767 et 1821

Famille arrivées
dans la seconde moitié du XVIIIème siècle



22 Voir Christophe Belaubre, "Quand les clerks étaient au cœur des stratégies familiales : le cas des González Batres dans la Capitainerie Générale du Guatemala au XVIIIème siècle", *Histoire et Sociétés d'Amérique Latine*, N° 15, 2002, pp. 5-37.

Dans une société orientée vers le salut éternel de ses membres, cette place du clergé, corps spécialisé dans la relation entre le Ciel et la terre, n'est certes pas surprenante, mais le pouvoir économique, social et symbolique de ces hommes atteignait un tel niveau qu'il pouvait conduire certaines familles à organiser le groupe afin de contrôler une part de cette manne financière. Les « habitudes » ou encore les pratiques religieuses se combinaient alors avec les intérêts financiers et permettaient des échanges de services multiples qui confortaient l'ensemble du groupe.²³

Impact des réformes sur l'Eglise et sur la société coloniale

S'il est vrai que le Siècle des Lumières espagnol ne doit pas être réduit au règne de Charles III, il n'en reste pas moins que le vent des réformes se renforça à partir de sa prise de pouvoir. Il s'agissait alors de sortir l'Espagne d'un sous-développement relatif pour faire face à la grande puissance du moment : l'Angleterre. Les grands réformateurs, Campomanes et Jovellanos, en étaient persuadés : pour en finir avec le retard historique de l'Espagne, il fallait briser les carcans corporatistes qui limitaient les échanges, et notamment s'attaquer à la puissance excessive de l'Eglise dans la société. En 1765, l'Imprimerie royale publiait le *Tratado de la regalia du fiscal* Campomanes qui suggérait au Roi de limiter la propriété ecclésiastique si la prospérité de la Nation l'exigeait. L'éditeur qui, à Paris, en 1830, en publia une nouvelle mouture, écrivait avec justesse «*que esta obra es una de aquellas que anuncian su importancia desde la portada*». Le ton y était en effet donné et toute l'histoire du règne fut marquée par une bataille sourde - car ceux qui étaient censés impulser et surtout appliquer les réformes étaient aussi les premiers qui en subissaient les conséquences - mais impitoyable contre les intérêts de l'Eglise. Force est de constater qu'en Amérique centrale, nous disposons de bien peu d'éléments pour mesurer les enjeux économiques liés à la bataille politique que livrèrent les Bourbons dans toutes leurs colonies pour reprendre le contrôle de l'économie cléricale, le cas échéant pour l'affaiblir. Pourtant, la Couronne, à partir du moment où elle décida d'amoindrir cette puissance, chercha à tout prix des informations, exigea des rapports sur les comptes des diverses entités qui constituaient l'Eglise. Au Conseil des Indes, l'homme fort chargé d'appliquer les réformes fut sans conteste José de Gálvez.

Le dépouillement systématique des actes notariés nous a permis de mieux mesurer les enjeux économiques qui poussaient les Bourbons à accomplir des réformes aussi radicales à l'encontre de l'Eglise. Nous avons aussi examiné la santé économique des différents Ordres, à partir de documents comptables produits par les administrateurs des différents couvents. En effet, nous avons pu constater que, face à une réelle remise en cause de leur puissance, l'Eglise et ses serviteurs firent preuve d'une remarquable capacité d'adaptation. Les grands argentiers surent appliquer une nouvelle politique économique qui passait par une plus grande rotation des cens, par la vente ou la sous-location des biens meubles, au besoin par des économies budgétaires. Si l'on en juge par l'activité législative, l'Espagne s'intéresse beaucoup plus à l'Amérique centrale dans la seconde moitié du XVIIIe siècle que dans la première. A l'origine de ce regain d'intérêt, la volonté royale affichée dans toute l'Amérique hispanique d'une intégration plus efficace des colonies à la métropole²⁴ et le "boom" de l'indigo lié à la révolution industrielle anglaise.²⁵ Certains des capitaux de l'Eglise étaient fluctuants et le taux imposé de rémunération de 5 % n'était pas très lucratif ce qui rendait l'argent qui dormait dans les caisses de l'Eglise très attractif. Les clercs faisaient circuler l'argent qu'ils recevaient directement des campagnes. Ils reconstituaient

²³ Voir Christophe Belaubre, "La tesorería diocesana y la familia Rubio : un ejemplo de proceso de integración social via la Iglesia", in "Las redes sociales frente a los ambiguos recursos del poder: Iglesia, Justicia, Diplomacia y Asociacionismo cultural, siglos XVI-XX", coordonné par Michel Bertrand et Gabriela Dalla Corte, *Tierra Firme, Revista de Historia y Ciencias Sociales*, abril-junio, N° 78, Año 20, Vol. XX, 2002, ISSN: 0798-2968 ;

²⁴ Mark A. Burkholder et Lyman L. Johnson, *Colonial latin America*, New York/Oxford : Orxford University Press, 3^{ème} édition, 1998, p. 271.

²⁵ José Fernández Molina, "Colouring the world in blue... op. cit.", pp. 13 à 69. Dans ce chapitre, à partir de nombreuses publications sur l'histoire du commerce mondial, l'auteur retrace les évolutions qui ont marqué le commerce des teintures. Il souligne que le "boom" de l'indigo coïncide avec une baisse de la production de cette plante dans les îles françaises et anglaises, baisse que les marchands anglais durent compenser. L'indigo d'Amérique centrale avait aussi une qualité supérieure reconnue sur les marchés internationaux. L'entrée en guerre de l'Espagne contre l'Angleterre eut pour conséquence d'accroître la production d'indigo aux Indes : elle passa de 1.000.000 de livres en 1793 à 5.000.000 de livres en 1799.

avec les intérêts des cens des capitaux que les commerçants empruntaient pour des périodes relativement courtes. Nous sommes parvenus à mesurer l'ampleur de ces circulations monétaires et surtout à mieux connaître les rouages qui permettaient à certaines familles d'en disposer plus aisément qu'à d'autres. En l'absence d'études concernant le XVI^e siècle en Amérique Centrale, nous postulons cependant que les capitaux de l'Eglise circulaient beaucoup plus dans la seconde moitié du XVIII^e siècle qu'auparavant. Surtout, les différentes corporations religieuses firent des choix économiques qui contribuèrent à rendre moins vulnérables leurs finances.

L'Eglise était directement placée, de par la loi, sous le contrôle de son patron : le Roi. Ce dernier lui devait, depuis le système mis en place par les Habsbourg, une bonne partie de son pouvoir sur la société coloniale. Tous les lieux du pouvoir, en particulier les *plazas mayores* des centres urbains, étaient soigneusement arrangés pour symboliser cette alliance politique. Le pouvoir royal appuyait toutes les initiatives des Créoles lesquels avaient la richesse ostentatoire. Ils multipliaient les fondations, encourageaient les constructions d'églises et de chapelles. De nombreuses façades baroques, dans les campagnes comme dans les villes, témoignent de l'importance et du soin apportés à ces lieux de pouvoir que constituaient les églises. Ces édifices étaient très souvent construits par les populations indigènes soumises au *repartimiento* et symbolisaient leur défaite culturelle et militaire. Frédéric Mauro rappelait, dans un ouvrage classique, cette vérité fondamentale que « l'art chrétien s'était installé sur la table rase d'un pays auquel on avait arraché les témoignages de son propre génie ».²⁶ Les religieux dominicains, franciscains et mercédaires, forts de leur rôle considérable au moment de la Conquête, conservaient, dans la première partie du XVIII^e siècle, un contrôle sur plus de la moitié des paroisses du diocèse de Guatemala. Dans la Verapaz, la Couronne avait même accordé aux Dominicains un droit de contrôle sur une terre où aucun Espagnol ne pouvait entrer sans leur permission expresse. Les religieux profitèrent pleinement de ce droit pour créer un vaste empire économique et affirmer leur pouvoir dans la société coloniale toute entière. Ce pouvoir exceptionnel de l'Eglise coloniale ne doit cependant pas faire oublier la nature du lien juridique qui donnait au Roi le droit de nommer à sa guise les évêques et, en théorie, tous les curés et *doctrineros*. Les domaines d'intervention de l'Etat dans les affaires religieuses étaient très importants mais les officiers royaux ne faisaient que faciliter la vie quotidienne des différentes institutions religieuses. Ils co-organisaient les fêtes religieuses, finançaient les campagnes missionnaires, assuraient des revenus réguliers à de nombreuses institutions religieuses (au moyen des *juros*). Le trône et l'autel partageait une autre prérogative très importante : celle de surveiller la population et de la punir. En ce domaine, les Habsbourg avaient laissé aux juges diocésains de très larges responsabilités. Ces juges étaient compétents dans toutes les affaires opposant un membre du clergé à un tiers laïc, notamment les problèmes posés par les testaments ; dans toutes les affaires qui concernaient les chapellenies ; dans toutes questions matrimoniales, et surtout lorsqu'un clerc était accusé de mauvaise conduite. Toutes les décisions de justice ecclésiastique pouvaient cependant faire l'objet d'un recours devant les tribunaux royaux. Les pratiques déviantes des Indigènes, leurs superstitions et leurs cultes syncrétiques ne faisaient pas vraiment l'objet d'une politique répressive. La censure des évêques et les autodafés organisés par les Commissaires de l'Inquisition étaient cependant des prérogatives du clergé qui imposait une christianisation superficielle des gestes et des fêtes religieuses. Ces nombreux espaces de pouvoir délégués à l'Eglise firent l'objet d'une redéfinition importante au cours du XVIII^e siècle. Avec l'arrivée au pouvoir de la dynastie des Bourbons, les Rois limitèrent drastiquement le pouvoir direct du clergé régulier sur les populations indigènes lesquelles n'étaient plus les sous-hommes de la Conquête, mais bien des sujets, dont il fallait tirer un plus grand profit économique. Cette volonté royale provenait des doctrines régaliennes et se traduisit dans tout l'Empire espagnol par des changements structureaux importants. La plus grande offensive eut lieu dans les années 1740 à 1760, avec un point d'orgue en 1753, lorsqu'une cédula royale confia toutes les *doctrinas* des réguliers à un pouvoir séculier, jugé plus facile à réformer selon les préceptes du Concile de Trente et plus docile. Même si les Ordres religieux s'opposèrent de toutes leurs forces à cette politique et parvinrent à conserver un contrôle sur près de 20 % de la population du diocèse de Guatemala (et probablement plus au Chiapas), ils ne trouvèrent que très peu d'appuis au sein des élites créoles. De même, il semble bien qu'aucune communauté indigène n'ait pris

²⁶ Frédéric Mauro, *L'expansion européenne (1600-1870)*, Paris : PUF, 1967, p. 374.

les armes pour s'opposer à la sécularisation des paroisses. Les remplaçants étaient parfois formés aux langues indigènes et, de toute façon, ne montrèrent aucun empressement à bouleverser le système mis en place par les religieux dans les *doctrinas*. Les pratiques religieuses syncrétiques continuèrent à être largement tolérées, comme le prouve la visite épiscopale de l'évêque Cortés y Larraz, vingt années après la mise en place de la réforme. Les familles créoles furent au bout du compte les principales bénéficiaires de cette réforme car de nouvelles cures s'offraient à leurs enfants. Le clergé séculier était en effet beaucoup mieux contrôlé que le clergé régulier par les familles de pouvoir créoles. La sécularisation s'apparentait à un choix de société. Les pouvoirs épiscopaux renforcés devaient permettre une meilleure tenue des diocèses. Les évêques, -ces hommes presque parfaits mais souvent absents- devenaient les garants de l'ordre monarchique. Dans ce nouvel ordre, les Jésuites posaient toutes sortes de problèmes. Ils étaient certes soumis à l'autorité royale par le système du patronat mais, dans certaines régions de l'Empire, ils avaient organisé autour de leurs *reducciones* de véritables républiques. Leur indépendance et leurs méthodes de gestion avivaient jalousies et critiques. L'accession au pouvoir de Charles III provoqua la mise en place d'un nouveau train de réformes visant à renforcer l'absolutisme royal. Alors que les Créoles centraméricains perdaient tout contrôle sur le recouvrement des impôts royaux, le Roi tirait prétexte de l'émeute de *Esquilache* pour suivre l'exemple des Portugais en ordonnant l'expulsion des Jésuites de son Empire. Compte tenu du faible rôle politique et économique de l'Ordre dans la Capitainerie Générale du Guatemala, on peut dire que cette décision fut contre-productive. Le Séminaire tridentin de la capitale occupait déjà, semble-t-il, un rôle important dans la formation des élites. Le collège des Jésuites n'était plus aussi puissant en 1767 qu'au XVIIe siècle lorsqu'il faisait office d'Université. Leurs biens furent largement distribués aux autres Ordres religieux et le produit de la vente des haciendas fut utilisé pour garantir aux religieux expulsés un niveau de vie confortable à Rome. Politiquement, la décision était coûteuse car elle suscitait beaucoup d'acrimonie dans les rangs de certaines familles de pouvoir créoles. La sécularisation des doctrines et l'expulsion des Jésuites n'étaient pas des mesures politiques isolées. Elles étaient spectaculaires mais s'inscrivaient dans le prolongement des décisions qui, régulièrement, revenaient sur les nombreux privilèges octroyés par les Hasbourg à l'Eglise. Le droit des clercs à être jugés par leurs pairs n'était pas frontalement remis en cause mais les juges royaux intervenaient dans les affaires pénales les plus graves. Les clercs qui faisaient du commerce perdaient progressivement la possibilité de recourir à la justice ecclésiastique. Dans le domaine fiscal, les haciendas des religieux se voyaient imposer le paiement de la dîme. Cette politique a fait l'objet de nombreux travaux qui soulignent tous le pouvoir de l'Eglise. David Brading souligne que le mouvement indépendantiste puisa sa force idéologique dans le rejet de cette politique des Bourbons contre l'Eglise. Dans la Capitainerie Générale du Guatemala, en dehors de la baisse sensible des rangs du clergé, de la disparition des Jésuites et de l'effondrement des Ordres mercédaire et augustin, les coups portés par la Couronne ne semblent pas avoir atteint leur objectif. Les Bénédictins, abandonnés financièrement par les élites créoles restaient les parents pauvres de l'Eglise, mais les religieux dominicains et franciscains conservèrent un pouvoir tout à fait singulier. Les bouleversements les plus profonds que provoqua cette nouvelle politique sont à chercher dans le déclin sensible des familles de pouvoir qui dominaient la société coloniale au XVIIe siècle. Les groupes qui bénéficiaient du système de recouvrement des impôts ou qui contrôlaient économiquement, par le biais des postes d'*alcaldes mayores*, des régions entières perdirent incontestablement une partie de leur pouvoir. Le déclin de ces familles fut particulièrement sensible pendant la grande affaire politique du XVIIIe siècle dans la Capitainerie Générale du Guatemala : le transfert de la capitale après les tremblements de terre de l'année 1773. Le pouvoir royal imposa aux élites créoles de cette ville de reconstruire leur capitale sur un nouveau site. Les familles de pouvoir qui avaient déjà pâti des réformes imposées depuis deux décennies essayèrent de s'opposer à cette décision. La présence d'un archevêque vraisemblablement influencé par les théories jansénistes poussa ces familles à adopter une position de fermeté face aux officiers royaux. Certaines étaient d'autant plus enclines à résister que leur patrimoine foncier, situé dans les environs de la capitale, perdait une grande valeur si le transfert était effectivement réalisé. Au départ, l'Eglise fit bloc autour de l'archevêque Cortés y Larraz, mais les officiers royaux surent rapidement tirer parti des divisions internes aux élites créoles. Certaines familles, déjà fortement implantées dans la société coloniale, comme celle des Aycinena, firent le choix de soutenir la Couronne. Elles usèrent alors de toutes leurs influences

et de leurs réseaux de clientèles pour s'assurer des soutiens au sein de l'Eglise. Les amitiés de la famille Aycinena avec le groupe très influent des González Batres permirent de créer un parti "créole" favorable au transfert de la capitale. Au contraire, les familles Gálvez, Coronado, Mencos, Montufar, Arroyave virent leur influence sociale réduite. Les Capitaines Généraux ne s'appuyèrent plus sur elles pour gouverner, mais bien sur la vague d'immigrés espagnols arrivés dans la première moitié du XVIIIe siècle en raison du « boom » de l'indigo. Cette politique royale montra très rapidement ses limites. Certes, l'archevêque Cortès y Larraz qui, jusqu'au bout, s'était opposé au transfert, fut écarté, mais une nouvelle élite « créolisée » chassait l'autre et se trouvait dans une position encore plus dominante. La Couronne ne parvenait pas à réduire le pouvoir économique des différentes institutions religieuses car les Créoles continuèrent à instituer à un rythme soutenu des fondations pieuses et des chapellenies. Seuls les religieux de la Merced, déjà fragilisés par la sécularisation, furent notablement affaiblis par le transfert. En fait, jusqu'à la *consolidacion* de 1805, qui porta un coup très important à l'économie cléricale, l'Eglise conserva son rôle de bailleur de fonds des activités commerciales et, dans une moindre mesure, agricoles. L'exemple de la circulation monétaire dans la ville de Guatemala montre l'imbrication des intérêts financiers de l'Eglise et des familles de pouvoir. Près de 40 % des dettes de Juan Fermín Aycinena, sur la fin de sa vie, étaient dues aux différentes institutions religieuses de la capitale. L'échantillon d'écritures notariales que nous avons analysé montre très bien les facilités financières que les commissionnaires de l'Eglise accordaient aux maisons commerciales. Les intérêts des fondations pieuses et les chapellenies permettaient de constituer des capitaux qui étaient prêtés par le juge des chapellenies et par les commissionnaires des différents Ordres religieux. La Couronne se garda bien de mettre en place un véritable système bancaire qui aurait pu contrebalancer effectivement la puissance financière de l'Eglise. L'expérience du *Montepio* de l'indigo était très limitée car les sommes engagées, si elles contribuèrent à renforcer les élites provinciales du Salvador, n'était pas suffisantes pour modifier un système économique qui profitait largement à quelques familles créoles et à l'Eglise. Les clercs contrôlaient l'essentiel du numéraire et lorsque les négociations commerciales imposaient aux commerçants de la capitale de disposer immédiatement de certaines liquidités ils les trouvaient dans l'Eglise. La création d'une véritable banque avec une capacité d'émission de monnaie aurait pu provoquer une distribution plus équitable de la rente foncière et diminuer d'autant les revenus de l'Eglise. La croissance économique qu'enregistra l'Amérique centrale dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle eut aussi pour conséquence de renforcer la position de quelques ecclésiastiques, les "clercs banquiers" des villes, qui se spécialisèrent dans le prêt à intérêt. La Couronne, en ne portant pas atteinte directement aux pratiques religieuses qui permettaient à l'Eglise de renforcer chaque jour sa puissance économique, condamnait à l'échec cette politique qui visait à réduire l'indépendance du clergé et des familles créoles. Cette contradiction était renforcée par la singulière résistance des grands Ordres mendiants, en particulier les Dominicains et les Franciscains, qui conservèrent un pouvoir très important dans la société coloniale centraméricaine. Les premiers réorganisèrent leur patrimoine foncier et augmentèrent la rentabilité de leurs haciendas sucrières. Les seconds s'allièrent organiquement avec les marchands créoles en pratiquant des prêts à court terme. Surtout, les deux Ordres bénéficièrent indirectement de la sécularisation. En effet, les budgets de fonctionnement ne baissèrent pas proportionnellement à la diminution des effectifs. L'entrée dans les monastères fut réservée à une élite triée encore plus soigneusement. Dans de nombreux couvents, les Créoles se trouvèrent dans une position de force en raison de l'arrivée irrégulière des *barcadas* (du fait des guerres et des difficultés de recrutement dans la Péninsule) et de la difficulté de faire respecter les *alternativas* par manque d'Espagnols. Les religieux dominicains jouissaient au XVIIIe siècle d'un niveau de vie et d'un pouvoir économique largement consolidé par rapport au XVIIe siècle. C'est une réalité que l'historiographie traditionnelle passe complètement sous silence en donnant du crédit aux déclarations pleurnichardes des prieurs de couvents. L'absence d'une volonté nette, de la part des réformateurs espagnols, de s'attaquer à la puissance financière des institutions religieuses aide à comprendre pourquoi le poids de l'Eglise sur le monde agricole resta très important jusqu'en 1829. De nombreux couvents firent le choix de vendre leurs haciendas, non pas sous la contrainte, mais bien parce que les cens qui grevaient la plupart des haciendas du Royaume leur permettaient de vivre sans se soucier de contrôler le travail des *mayordomos*. Ces ventes ne signifient pas que le monde agricole était entré dans une grave crise. Les "clercs-

laboureurs" continuaient à être très nombreux, en particulier sur les terres salvadoriennes où les profits associés à la production de l'indigo étaient probablement très intéressants. Cette région pose d'ailleurs de nombreux problèmes car on peut se demander dans quelle mesure le poids de la mainmorte n'y était pas supérieur à ce qu'il était dans d'autres régions centraméricaines. Or, étant donnée l'organisation territoriale du diocèse du Guatemala, les nombreux clercs qui vivaient dans la capitale jouissaient des intérêts des cens payés par les petits propriétaires agricoles salvadoriens. Le poids de la mainmorte et le taux élevé d'haciendas saisies pour défaut de paiement peuvent avoir contribué à renforcer le régionalisme salvadorien. En moyenne, un tiers du patrimoine foncier appartenait indirectement à l'Eglise mais les haciendas des vieilles familles créoles - souvent les moins rentables - étaient plus lourdement grevées par des cens. Les haciendas directement gérées par les couvents et les "clercs-laboureurs" devaient représenter moins de 10 % du patrimoine foncier (c'est une évaluation basse qui est cependant difficile à vérifier). De fait, l'Eglise exerçait un contrôle direct et indirect sur près de 40 % à 50 % des terres utiles en Amérique centrale. Toute conclusion générale sur l'impact négatif de ces cens sur les haciendas est cependant très difficile à tirer. Certains propriétaires hypothéquaient leurs haciendas pour investir les capitaux prêtés par l'Eglise dans l'appareil de production. Les cens n'étaient alors pas forcément des instruments stériles. Cependant dans de nombreux cas, en particulier chez les familles les plus anciennement implantées dans le Royaume, comme les Delgado de Nájera, les haciendas étaient hypothéquées dans le seul but de s'acheter une place au paradis et d'assurer une vie de rentier et d'honneur aux ecclésiastiques de la famille. Certains hypothéquaient leurs terres pour empêcher leurs filles de se marier et ainsi éviter de disperser le patrimoine foncier. La tentative de reprendre en main le déroulement des grands travaux fut une autre manifestation du désir de la Couronne de revenir sur les privilèges qui associaient aussi étroitement l'Eglise et les grandes familles sous le régime des Habsbourg. Apparemment, elle se solda par un échec, tant dans la nouvelle capitale du Royaume -avec cependant des réserves qu'une étude plus poussée permettrait peut-être de lever- qu'au Nicaragua pendant les vingt années qui furent nécessaires pour construire la cathédrale. L'attaque portée contre les confréries religieuses se limita à essayer de mieux en connaître le nombre pour d'accroître la fiscalité à leur encontre. Les évêques réformateurs manifestèrent la volonté de réduire leur influence, notamment dans les villages indigènes où le degré de contrôle des curés était très faible, mais une trop grande célérité de leur part provoquait des épisodes violents. Les officiers royaux craignaient le pouvoir des *mayordomos* lesquels réglaient minutieusement les rapports des villageois avec des images qui représentaient l'âme de la communauté. Les curés s'accommodaient largement de cette situation. Quand ils ne pouvaient tirer aucun profit des activités religieuses organisées par les Indigènes, ils pouvaient influencer les *mayordomos* pour les inciter à prêter leurs avoirs financiers à des commerçants de la capitale qui pouvaient être des proches parents du curé. Dans les villes, les confréries constituaient des foyers de sociabilité. Les Créoles s'y réunissaient. Ils y trouvaient des prêts à intérêts. C'est là aussi que s'ourdissait éventuellement des résistances aux ordres royaux. La Couronne ne trouvait démunie face à la double finalité de ces institutions qui pouvaient difficilement être remises en cause sans bouleverser l'ensemble du système colonial. L'histoire politique de la Capitainerie Générale du Guatemala au XVIIIe siècle fut marquée par une redéfinition importante des rapports qui avaient régi les relations sociales sous les Habsbourgs. L'Eglise fut la cible d'une politique délibérément contraire à ses intérêts et à son influence sociale. Tout porte à croire cependant que la Couronne ne parvint pas à atteindre son objectif. Le transfert de la capitale ne porta pas atteinte au pouvoir de l'Eglise et ne fit que renforcer un pouvoir créole au détriment d'un autre. L'expulsion des Jésuites servait indirectement les intérêts de certains Créoles et, d'une manière générale, les familles de pouvoir organiquement alliées avec l'Eglise parvinrent à conserver les bases du système mis en place par les Habsbourg. Nous allons désormais essayer d'entrer au coeur de l'économie cléricale pour identifier ces différents rouages qui permettaient aux familles de pouvoir créoles de résister, et parfois de s'opposer efficacement, aux réformes que les Bourbons cherchèrent à imposer.

Nous avons vu que, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, l'Eglise fut au cœur d'une véritable bataille politique livrée par les officiers royaux qui cherchèrent à reprendre le contrôle d'une partie importante de la richesse coloniale conservée par les familles de pouvoir créoles. L'attaque contre l'Eglise et son empire financier ne fut pas directe (il n'y eut aucune remise en cause profonde d'un système qui confortait le pouvoir de la partie

supérieure de la hiérarchie catholique et indirectement celui des familles de pouvoir) et, au bout du compte, les conséquences n'en furent pas très significatives. Les membres du haut clergé centraméricain rassemblaient toujours, à la veille de l'Indépendance, les hommes qui tiraient un grand pouvoir d'un système colonial pensé et mis en œuvre par les Habsbourg. La volonté de modifier ce système colonial ne faisait pas défaut à Madrid mais, comme pour la réforme de l'Etat²⁷ ou de la municipalité²⁸, la tentative de réformer le fonctionnement de l'Eglise coloniale fut un cuisant échec. Les Jésuites furent expulsés, mais le clergé séculier, ainsi que les Dominicains et les Franciscains conservèrent un haut degré d'autonomie politique et surtout économique. On a même l'impression que les réformes aboutirent à une certaine concentration de la richesse de l'Eglise entre des mains moins nombreuses. Nous avons montré comment la résistance politique s'organisa dans les institutions religieuses mais aussi dans le milieu des familles de pouvoir pour s'opposer aux changements qui portaient le plus atteinte aux intérêts particuliers des uns et des autres.

Comment mieux identifier les mécanismes qui permettaient aux membres du haut clergé et aux familles de pouvoir de résister efficacement aux réformes ? Nous avons pu constater que les élites centraméricaines étaient constituées, entre 1753 et 1829, d'un noyau de quelques familles (des familles issues du "boom" de l'indigo et certains vieux lignages comme les Arrivillaga, les Delgado de Nájera ou les González Batres) dans la capitale. A ces groupes dominants, il faut ajouter les élites locales dans les provinces. Au Salvador, quelques gros producteurs parvenaient à tirer leur épingle du jeu : Gregorio Castriciones ou Pedro González De Castilla, mais la région se distinguait aussi par la présence de nombreux petits producteurs (*poquiteros*). Au Nicaragua, les fortunes des Chamorro et des Arechavala étaient dues à la combinaison des activités commerciales et agricoles. Les échanges étaient très nourris avec une province costaricienne où les grandes fortunes familiales étaient peu nombreuses. Les familles de pouvoir du Chiapas étaient sous l'influence de la Nouvelle Espagne bien avant l'annexion au Mexique. Les familles Robles et Velasco partageaient la domination économique de la région avec l'Ordre des Dominicains. Enfin, dans le diocèse de Comayagua, la ville de Tegucigalpa était, du fait des activités minières, plus dynamique que la ville de Comayagua, chef-lieu administratif. Après le décès de Pedro Martir de Zelaya, toute une kyrielle de familles émergèrent sur la scène sociale, avec un certain équilibre entre les différents groupes : Fiallos, Yrias, Medina Valderas, Madariaga...

Les "clans" ou lignages perpétuaient le nom de leurs familles grâce à un savant dosage de paternalisme et de flexibilité sociale. Le paternalisme s'exerçait fortement au moment du mariage. Nous avons insisté sur l'étrange alchimie des mariages au sein des élites qui se célébraient presque exclusivement entre "Créoles" et selon des règles largement imposées par le chef de famille. Les femmes se mariaient relativement jeunes et les hommes attendaient d'avoir passé la trentaine pour choisir la meilleure dot. La flexibilité sociale des chefs de familles est évidente lorsqu'on analyse la fréquence des mariages conclus entre les vieilles familles et les hommes récemment arrivés d'Espagne (voir notre graphique ci-dessus). Les atouts les plus importants qu'un chef de famille devait tenir en main pour perpétuer son groupe étaient multiples. Il devait organiser son patrimoine relationnel de manière à tirer des avantages économiques et sociaux des positions de ses parents et amis dans l'administration, dans la municipalité et surtout dans l'Eglise. Cela revenait à constituer des réseaux de pouvoirs qui s'attachaient à contourner la législation royale, à mêler les intérêts municipaux avec ceux de la famille (c'était particulièrement vrai pour ceux qui se chargeaient d'approvisionner en viande les habitants des villes). Ces familles cherchaient aussi, mais avec plus de difficultés, à intégrer la haute administration espagnole. A défaut, il existait des mécanismes pour s'assurer des fidélités auprès des fonctionnaires royaux lesquels étaient largement mis à contribution pour organiser des pressions politiques contraires à l'esprit des réformes. Ces réseaux de pouvoirs étaient d'autant plus efficaces face à une politique agressive qu'ils dépassaient largement le cadre des familles. Les groupes les plus influents s'assuraient de très nombreuses fidélités, par le biais des cens et des

²⁷ Mickaël Augeron, "Entre la plume et le fer : le personnel des intendances de la vice-royauté de Nouvelle-Espagne (1785-1824), Pratiques de pouvoirs et réseaux sociaux en Amérique espagnoles", Thèse pour le doctorat en histoire, La Rochelle, 2000.

²⁸ José Manuel Santos Pérez, "Conflictos entre Audiencia y Cabildo en el siglo XVIII", *Mesoamerica*, n° 40, Décembre 2000, pp. 93-94.

depositos ou des transactions commerciales. D'autres voies permettaient à certaines familles de constituer des groupes de pouvoir. Le commerce et son corrélat, la rapidité de l'enrichissement, pouvaient assurer l'accès aux dignités et aux carrières d'honneurs à une famille sur deux générations. Les liens "ethniques" pouvaient aussi servir les intérêts d'un groupe, comme ce fut manifestement le cas dans la phase d'implantation de la famille Aycinena et plus généralement pour les Basques.

Pour préciser le pouvoir des grandes familles et leur degré de manipulation des différentes administrations royales et ecclésiastiques, nous avons étudié deux types de familles : les Aycinena et les González Batres. L'exemple du succès retentissant de Juan Fermín Aycinena et de ses alliés Pedro Aycinena y Larraín et Pedro Beltranena est intéressant à plus d'un titre - on retrouve notamment le groupe familial au cœur de la bataille politique et militaire qui divisa profondément les Centraméricains dans la première phase de l'expérience fédérale). La réussite de González Batres est « précédée d'une longue archéologie familiale », comme le dit Guy Chaussinand-Nogaret à propos du "clan" Colbert²⁹, celle de Juan Fermín Aycinena incarne la réussite personnelle des familles attirées par le "boom" de l'indigo. La carrière de Juan Fermín fut largement due au décuplement du trafic colonial enregistré dans la seconde moitié du XVIII^e siècle – rappelons que Juan Fermín assura 25 % de ces échanges pendant plus de quarante années. Nous pensons cependant que cette carrière fut une exception à l'échelle de l'isthme tout entier. Elle ne s'accompagna pas d'un changement profond des mentalités. Le profit commercial ne crût que pendant une période relativement courte et fut largement accaparé par une minorité de commerçants créoles et surtout espagnols (qui faisaient leurs affaires et repartaient vers la métropole). La réussite familiale réalisée dans la longue durée restait le modèle valorisé et recherché par la majorité des élites. Nous verrons que l'administration favorisa, au tout début du XIX^e siècle, une professionnalisation des carrières juridiques et médicales qui s'accompagna d'une timide montée sociale des familles qui s'y illustraient, mais celles-ci, telle la famille des Larrave, disposaient d'un pouvoir économique et social tout à fait insignifiant. Les Aycinena, surtout à partir de la seconde génération, se comportèrent en rentiers dans un schéma tout à fait traditionnel. Surtout, si les formes de l'ascension sociale des familles González Batres et Aycinena s'opposent, ces deux groupes entretenaient néanmoins l'un avec l'autre des relations privilégiées. Les deux familles étaient associées par des amitiés communes. D'une part le rôle du commissionnaire José Teodoro Franco permet de mesurer combien ces familles avaient besoin de recourir aux services d'intermédiaires spécialisés, pour garantir un accès plus facile aux ressources financières de l'Eglise ou pour s'assurer de solides informations en cas de procès. Franco correspond tout à fait à ces "médiateurs" discrets, qui intéressent plus particulièrement les recherches de Christian Windler.³⁰ D'autre part, le chanoine Juan José González Batres y Arrivillaga fut un des amis les plus proches de Juan Fermín Aycinena. On ne constate pratiquement pas d'inversion décisive des valeurs qui structuraient la société d'Ancien Régime, même si quelques changements sont perceptibles par exemple pour l'évolution de l'âge au mariage. Les vieux schémas d'ascension sociale, jamais remis en cause, arrivèrent intacts jusqu'à l'Indépendance. Le comportement des élites vis-à-vis de l'Eglise, en particulier le puissant réseau organisé par la famille González Batres, révèle la permanence des vieilles habitudes. L'exemple des Vilchez y Cabrera montre que les élites provinciales ne dédaignaient pas l'Eglise dans les stratégies d'ascension et de maintien de la famille dans les hautes sphères du pouvoir colonial. Un homme aussi dynamique commercialement que José Piñol plaça quatre de ses filles dans les différents couvents de la ville. Dans les provinces, les paroisses se transformaient parfois en des sortes de "fiefs" où le patrimoine foncier d'une famille, par exemple les Mendez dans la région de Santa Ana, déjà implantés dans la capitale par le jeu des alliances matrimoniales, se trouvait renforcé. Ces familles, essentiellement créoles, parvenaient à conserver les paroisses dans leur giron (à des cousins dans le pire des cas) en contournant aisément la législation royale et la volonté des évêques de ne nommer que des hommes ayant concouru et ayant peu d'intérêts économiques locaux. L'existence des grands réseaux de pouvoir à la tête de l'édifice social ne signifie

²⁹ Guy Chaussinand-Nogaret (dir.), *Histoire des élites...op. cit.*, p. 217.

³⁰ Christian Windler, *Elites locales, señores, reformistas, redes clientelares y monarquía a finales del Antiguo Régimen*, Séville/Cordoue : université de Séville et Cordoue, 1997.

par pour autant que ces quelques familles disposaient d'une capacité d'action directe sur toutes les institutions coloniales et en particulier sur les diverses composantes de l'Eglise. Le jeu des clientèles en cascade permettait cependant à ces familles de tenir entre leurs mains l'essentiel des leviers de pouvoir au sein de l'Eglise. Le contrôle direct passait par un choix - celui des frères et sœurs qui ne se mariaient pas et qui entraient dans les Ordres ou dans le clergé séculier. Les familles de pouvoir profitaient en effet pleinement des parents ou des amis qui se trouvaient aux postes-clefs des différentes institutions religieuses (nous avons étudié le "noyautage" très efficace des chapitres cathédraux qui se renouvelait dans tous les diocèses centraméricains et qui était probablement plus fort dans les provinces que dans la capitale). Le poste de juge des chapellenies, de trésorier des bulles de Sainte Croix, de *mayordomo* de la cathédrale étaient les plus convoités. Cette politique d'alliance avec l'Eglise était indispensable d'un point de vue économique. Le recouvrement de la dîme retombait presque toujours aux mains des mêmes intermédiaires. A l'instar des Piñol dans la région de Pinula, lorsqu'une grande famille possédait une part importante de son patrimoine foncier dans une partie du diocèse, elle obtenait presque à chaque fois le droit d'y recouvrer la dîme. Dans le cas du juge des chapellenies, l'évêque avisé prenait le soin de placer un de ses proches comme ce fut le cas avec Ambrosio Llano sous l'épiscopat de Cayetano Francos y Monroy, mais, sur la longue durée, les familles en conservaient le contrôle. L'argent drainé par cette institution évitait les difficultés passagères et donc assurait à la famille une reproduction de son pouvoir dans le temps. De même les couvents féminins faisaient l'objet d'un contrôle social par un double mécanisme : l'entrée directe dans les instances de gouvernement du couvent et les relations d'amitiés ou de parentés avec le commissionnaire. Les Ordres mendiants pouvaient aussi ponctuellement servir les intérêts des familles de pouvoir dans la mesure où les postes stratégiques de *procuradores* (notamment chez les Dominicains) et ceux de *sindicós* étaient occupés par des Créoles. L'interpénétration des intérêts entre le couvent des Franciscains et la famille Urruela, par exemple, avait atteint un tel degré dans la seconde moitié du XVIIIe siècle qu'on peut parler d'une symbiose.

Les évêques consacraient une part non négligeable de leur temps à de longues et épuisantes visites épiscopales. Les périodes de vacances épiscopales accentuaient encore l'impuissance des évêques car, en se prolongeant, elles permettaient aux chanoines de placer de nombreux amis à des postes de pouvoir dans le diocèse. Les nouveaux évêques devaient défaire à chaque fois un écheveau de liens sociaux qui visaient tous à contrer les réformes en cours et à favoriser les positions de certaines familles. Le nouvel évêque était presque à chaque fois en position de faiblesse face à un haut clergé majoritairement créole. Il devait prendre la mesure des réseaux lignagers qui opéraient dans son chapitre et il n'avait que très rarement le temps de connaître les rivalités qui pouvaient lui permettre d'imposer certaines réformes. Le contrôle de la cour des chapellenies par les familles de pouvoir montre très bien cette impuissance des évêques. De même la trésorerie diocésaine, durant toute la seconde moitié du XVIIIe siècle et une bonne partie du XIXe siècle, fut contrôlée au Guatemala par la famille Rubio. Si la fidélité à la Couronne de Felipe Rubio ne fait guère de doute, le fils qui prit la suite des affaires était beaucoup plus intégré aux élites locales et participait au même titre que d'autres familles à la mainmise du pouvoir créole sur l'économie du royaume bien avant l'acte d'Indépendance.

Aux origines d'un échec : le projet de Fédération centraméricaine

Les membres du haut clergé ne sont-ils pas trouvés dans une position de pouvoir originale lorsque le système monarchique espagnol s'est effondré? On constate aussi que, dans l'histoire peu connue de la Fédération centraméricaine (et donc celle de la « déconstruction » de la nation centraméricaine), aucune autre institution ne fit l'objet de débats aussi acharnés que l'Eglise.³¹ Il ne fait aucun doute que les élites centraméricaines se divisèrent profondément sur la question de l'adoption de la « modernité religieuse », dans le sens donné à cette expression par Jean-Pierre Bastian. Nous avons posé comme hypothèse de travail qu'« Elus de Dieu » et « Elus du Monde » formèrent un « bloc idéologique », au sens gramscien, ce qui aurait eu pour conséquence de

³¹ Voir notre article sur l'affaire du diocèse de San Salvador à paraître aux PUM fin 2005 dans un livre sur la construction des identités en Amérique Latine sous la direction de Rodolfo de Roux.

cristalliser les affrontements idéologiques autour du problème de l'identité religieuse. Cette hypothèse soulève cependant un problème historiographique plus difficile : celui des conditions historiques ayant conduit à la formation de ce bloc idéologique et implique donc de re(visiter) avec une échelle d'observation plus réduite l'impact des réformes opérées par les Bourbons au XVIII^{ème} siècle. Pourquoi, au début du XIX^{ème} siècle, l'isthme centraméricain, en dépit d'une histoire partagée pendant trois siècles et de fortes aspirations à l'union, s'est-il trouvé divisé en cinq Etats-nations, lesquels accumulent aujourd'hui les records de pauvreté et de violences urbaines? L'exception costaricienne montre qu'un développement harmonieux, sans moyens considérables, était possible dans cette région. La prospérité actuelle des Costariciens s'est jouée en partie au lendemain de la décolonisation avec la construction d'un Etat-nation sur des bases consensuelles. Pourquoi ce qui fut possible au Costa Rica ne le fut-il pas dans le reste de l'Amérique centrale? L'opposition, classique au XIX^{ème} siècle, entre libéraux et conservateurs, les premiers favorables au fédéralisme et les seconds au centralisme, suffit-elle pour expliquer cet éclatement ? L'expérience fédérale centraméricaine fut par le passé au centre de nombreux travaux et elle reste d'actualité à l'heure de l'intégration européenne et de la construction d'un espace commun aux Américains, Canadiens et Mexicains.³² Elle aura été cependant traitée à partir d'outils conceptuels qui ne prenaient pas suffisamment en compte toutes les composantes de l'héritage colonial. Thomas Karnes arguait du "nationalisme" des cinq républiques et Mario Rodriguez dénonçait l'influence néfaste des impérialismes anglais et américain. Les arguments avancés n'étaient pas vraiment convaincants et furent critiqués par les travaux de Miles Wortman et Ralph Lee Woodward³³. Ces historiens avancèrent des éléments d'explication plus structurels comme l'hétérogénéité ethnique de la région et surtout le poids démographique considérable du Guatemala³⁴. Les éléments conjoncturels, comme la prise en compte de l'impact des réformes des Bourbons sur la conformation des clivages politiques furent aussi des aspects novateurs de leurs travaux. Wortman insistait sur l'importance du centralisme espagnol comme facteur de division. Les réformes des Bourbons se seraient traduites par un renforcement du pouvoir central d'autant plus aisément que la région connaissait une période de relance économique³⁵. L'échec fédéral et l'épisode indépendantiste renvoyaient alors à des analyses "labroussiennes" qui se multiplièrent dans les années 1980. Sur les traces de Murdo MacLeod, les historiens développèrent les tendances tragiques qui conduisirent les Centraméricains à cette impasse : une conquête vorace et destructrice, l'ardent désir de s'enrichir immédiatement, la mise en place de monocultures destinées à l'exportation, les calamités naturelles, la technologie primitive, enfin le manque de main-d'oeuvre et la faiblesse de la demande³⁶.

³² La bibliographie sur le sujet est copieuse et très inégale. La résurgence dans les années soixante du projet unioniste explique en partie la profusion des études : Thomas Karnes, *The Failure of Union; Central America, 1824-1960*, Durham, North Caroline Press, 1961 ; Enrique Ortez, *La República Federal de Centroamerica*, San Salvador, 1963 ; Alberto Herrarte, *La Unión de Centro-América*, S.J., 1964 ; Rodrigo Facio Segreda, *La Federación de Centroamérica. Sus antecedentes, su vida y su disolución*, San José, ESPAC, 1965 ;

³³ Ralph Lee Woodward, *Central America. A nation divided*, New York : Oxford University Press, 1976 ; Miles Wortmann, *Government and society in central America, 1680-1840*, New-York : Columbia University Press, 1982.

³⁴ Dans son essai sur l'Amérique "latine", Ruggiero Romano insiste sur le fait qu'en profondeur, derrière les attitudes des groupes dirigeants, les pays de l'Amérique centrale et méridionale se faisaient (ou non), mûrissaient en dehors de toute "latinité". Voir Ruggiero Romano, *Les conquistadores, les mécanismes de la conquête coloniale*, Paris, 1972, p. 162.

³⁵ Miles Wortman, *Government and society ...op. cit.*, p. 274,275.

³⁶ Murdo J. Mac Leod, *Historia socioeconómica de la América Central, 1520-1750*, Guatemala, Editorial Piedra Santa, 1980. La plupart des travaux de l'"école française centraméricaine" se réclamaient de la "nouvelle" histoire économique et sociale. Voir Gustavo Palma Murga, Agriculture, "Commerce et société au Royaume de Guatemala, 1770-1821", Paris IV, Thèse de 3^o cycle, inédite, 1985. Victor Acuña Ortega, "Le commerce extérieur du royaume de Guatemala au XVIII^o siècle (1700-1821) : une étude structurelle", Paris IV, Thèse de 3^e cycle, inédite, 1978. Juan Carlos Solorzano, "Populations et systèmes économiques au Guatemala, 1690-1810", Paris III, Thèse de 3^e cycle, 1981. Elizabeth Fonseca Corrales, *Costa Rica colonial: la tierra y el Hombre*, San José : EDUCA, 1984. (Nos notes correspondent à l'exemplaire de doctorat conservé à la Sorbonne. Germán Romero Vargas, *Les structures sociales du Nicaragua au XVIII^e siècle*, Nicaragua, Editorial Vanguardia, 1976. Beaucoup de ces travaux servirent à élaborer les tomes II et III de l'Histoire Générale Centraméricaine qui concernent l'époque coloniale.

Les analyses de Julio César Pinto Soria insistaient plus sur le faible développement économique de la région pour expliquer pourquoi la ville de Guatemala ne s'est pas transformée en un centre national comme Mexico ou Buenos Aires³⁷. Dans toutes ces études, le rôle de l'Eglise et de ses serviteurs fut, au bout du compte, peu abordé. Les pistes ouvertes sont encore peu fréquentées. Or, à l'heure de la construction de la fédération centraméricaine, le christianisme aurait pu jouer le rôle de levier identitaire, oeuvrer dans le sens de l'intégration sociale et psychologique des entités constitutives du pacte fédéral. De fait, les plus fervents unionistes ne menèrent une guerre anti-cléricale qu'à reculons, sachant très bien qu'en se privant du soutien du clergé institutionnel, ils prenaient le risque d'être diabolisés aux yeux du plus grand nombre....ce qui ne manqua pas d'arriver. Jean-Pierre Bastian souligne d'ailleurs cette singularité latino-américaine qui fit que "la modernité politique qui s'imposa ne fut pas accompagnée des principes de la modernité religieuse parce que rompre l'unité catholique corporative, c'était déstabiliser radicalement des sociétés dont le seul principe unificateur était l'appartenance commune au catholicisme"³⁸. Nous avons abordé l'histoire qui conduisit les élites centraméricaines à la guerre civile de 1826 à 1829. Les réformes des Bourbons ont considérablement accru le pouvoir de quelques groupes créoles aux dépens de certains autres. L'histoire des idées nous a permis de confirmer notre hypothèse de départ qui tendait à minorer l'influence de la diffusion des Lumières en Amérique centrale. Sauf pendant la période où domine l'influence de Jacobo de Villaurrutia, les membres du haut clergé surent s'immiscer dans les réseaux de diffusion pour orienter les débats et les maintenir dans un cadre institutionnel qu'ils contrôlaient. Après le décret de *dezamortización* (1805) et l'entrée de Napoléon en Espagne (1808), un bloc conservateur structuré autour de la famille Aycinena et la famille de l'archevêque de Guatemala gouverna en sous main. Cela explique pourquoi la Capitainerie Générale du Guatemala ne s'embrasa pas, alors que les insurgés mexicains multipliaient les appels au soulèvement et que le haut clergé d'autorité centraméricain s'agitait au Salvador. Le bloc idéologique conservateur se renforça et parvint, sans difficultés, à imposer jusqu'en 1823 un certain modèle de gouvernement des peuples basé sur des principes d'Ancien Régime. La chute d'Iturbide au Mexique ouvrit les portes d'une ère de modernité en Amérique centrale; mais les réformes nécessaires n'obtinrent jamais l'adhésion du haut clergé et des familles de pouvoir organiquement alliées avec ce dernier.

Christophe Belaubre, Université de Toulouse le Mirail

Le 31 mai 2005.

12552 mots

³⁷ Hector Perez Brignoli, (Dir.), *Historia General de Centro America*, Tome 3, chap. 2, Julio Cesar Pinto Soria, p. 94.

³⁸ Jean-Pierre Bastian, "L'impossible réforme : Les Elites libérales à la recherche d'une modernité religieuse Latino-américaine au XIXe siècle", *Caravelle*, n° 67, Toulouse, 1997, p. 90.